

## Audience de rentrée avec le DRFiP : Assurément un bon élève

Lors de l'audience de « prise de contact » avec le nouveau DRFiP en juillet dernier nous écrivions « *Nous craignons que le nouveau DRFiP se trouve en grand décalage entre une « humanité » affichée et les orientations du gouvernement et de la DG.* ».

Deux mois après nous l'avons rencontré pendant 3 heures mercredi dernier, notamment pour faire le point sur l'ASR mais surtout CAP 2022 dont le gouvernement demande des déclinaisons locales dans les tous prochains mois. Alors, comment dire ?

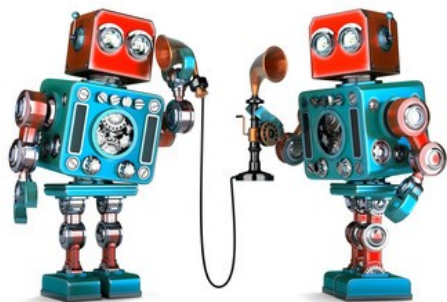
Si le sentiment « d'humanité affichée » persiste encore un peu cette audience a pris une tournure qui nous a parfois, souvent, parue lunaire. Nous avons fait face à un interlocuteur au discours d'une théorie que nous qualifierons de « politico/administrative » et qui semblait « extérieur à la DGFIP » et donc étranger à l'intérêt général, à celui de nos missions et surtout aux agents.

Ce qui n'est pas ambigu c'est qu'avec ce DRFiP fraîchement arrivé le DG et le Gouvernement auront un relais sans contestation de leurs politiques. Tout ceci emballé dans une frénésie de communication qui, selon nous, frise voire dépasse, les limites de la fonction administrative.

De tout cela nous gardons le jugement critique sur une volonté ferme et déterminée d'accompagner, sans états d'âme, la destruction de la DGFIP. Quant à l'apparence « humaniste », qui serait le seul aspect positif que nous avons décelé, elle sera sans nul doute annihilée par les attaques sans précédent que nous allons connaître dans les prochains mois.



## Son regard sur CAP 2022 en Haute-Garonne



Ce fût difficile d'extraire au DRFiP sa vision de la feuille de route que suppose CAP 2022 pour notre direction. Mais à force d'insistance et de pugnacité nous avons pu mesurer sa vision particulièrement docile et destructrice de notre avenir.

### **Sa 1ère obsession : l'accueil du public... Mais pas dans nos services et sans les agents !!!**

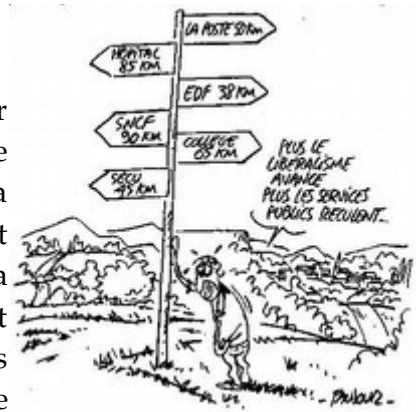
Son credo pendant de longues minutes : l'accueil du public. Avec, en boucle, l'idée d'un numérique inéluctable pour lequel il faut accompagner citoyens et entreprises confrontés aux difficultés de tous ordres dont ils n'admettent pas l'inaccessibilité.

Nous pourrions partager le constat de la responsabilité de l'État sur ce point et sommes persuadés que les agents ont toute leur place dans cette évolution technologique et sociale. Et nous pourrions débattre et proposer si nous parlions réalité du quotidien, organisation et moyens humains et matériels.

Le DRFiP lui n'a qu'une idée en tête : nous débarrasser de « ce poids » en le transférant à d'autres, notamment les collectivités locales pour les structures et les services civiques pour l'exécution. Selon lui les collectivités locales doivent être les « écrivains publics du 21ème siècle »... Si l'on décrypte son discours et ses propositions, les agents de la DGFIP n'ont de raison d'être que dans le back-office. Pour le reste il suffit d'aider matériellement les publics sur les questions simples et informations basiques.

## Sa solution : les Maisons de Service au Public (MSAP) et mieux encore les Maisons Des Solidarités (MDS)

Dans le Calvados, d'où il vient, notre DRFiP s'enorgueillit d'avoir conventionné à tout va avec les MSAP l'accueil de proximité. Outre le fait que nous considérons que l'accueil du public doit relever de la responsabilité de la DGFiP, force est de constater qu'il n'y a quasiment pas de MSAP en Haute-Garonne. Le DRFiP l'a bien compris alors il a rencontré M. Meric, le Président du Conseil Départemental, et envisage de conventionner avec lui pour que les Maisons Des Solidarités réalisent un accueil de 1<sup>er</sup> niveau à notre place... En clair ce seraient les assistant-es sociales qui recevraient la grand-mère du quartier voisin pour lui expliquer comment créer son compte fiscal et lui prendre un rendez-vous avec nos services. Inutile de dire que *Solidaires Finances Publiques 31*, comme nos camarades de SUD Collectivités Territoriales, rejette cette idée et qu'ensemble nous saurons le faire savoir au DRFiP comme à M. Meric.



## Sa 2ème obsession : communiquer.. ou l'art non pas d'aider mais de persuader que tout est juste et maîtrisé.

Il nous l'avait dit en juillet et il s'y est attelé dès son retour de vacances dans la presse locale à plusieurs reprises. C'est son droit bien entendu mais nous lui avons dit que nous considérons qu'il dépassait des limites, y compris déontologiques, par exemple quand au titre de DRFiP il se permettait de vanter les mérites du PAS sur le pouvoir d'achat des citoyens par exemple. Cela s'appelle un jugement politique pas administratif.

**AVERTISSEMENT AUX CADRES :** le DRFiP veut multiplier sur ce sujet les réunions publiques entraînant avec lui les cadres des services. S'il est compréhensible que les fonctionnaires expliquent la loi techniquement il n'est pas de leur ressort d'en vanter les éventuels mérites, par ailleurs contestables. *Solidaires Finances Publiques* s'est aussi engagé dans la voie médiatique et la poursuivra pour que les citoyen-nes aient un autre son de cloche sur les réalités techniques et humaines du PAS notamment.

## Pour l'évolution du réseau : Darmanin l'a écrit le DRFiP veut le faire. Poursuite des fusions de services et des suppressions de trésoreries

A nos questions insistantes qu'il soit un peu plus précis sur l'évolution du réseau dans le cadre de l'ASR et de CAP 2022 le DRFiP a fini par lâcher un peu ses pistes. Prenez la feuille de route de Darmanin et transposez-là à l'échelle de la DRFiP 31 et vous aurez une idée assez précise. Tout pour le back-office on l'a vu mais aussi rationalisation immobilière, transfert de « la ville à la campagne », fermetures de postes et fusions de gros services seraient donc au menu.

### 1 trésorerie par EPCI à fiscalité propre il dit Oui = 13 Trésoreries supprimées

*Solidaires Finances Publiques 31* avait abordé cette question, piste récurrente de Darmanin, dans un tract fin mai. Nous avons alors dressé l'état des lieux pour le 31 (copie réduite du tableau ci-contre). Il montre qu'avec une création dans les EPCI sans trésorerie le solde serait de 10 trésoreries supprimées. Mais... il n'y aura jamais de créations sèche et l'orientation du DRFiP est donc de supprimer 13 trésoreries dans les prochaines années...

Avec 5 trésoreries supprimées en 4 ans il faut donc s'attendre à la poursuite de la destruction du réseau. *Solidaires Finances Publiques 31* va à nouveau saisir les élu-es.

EPCI à Fiscalité Propre en Haute-Garonne	Trésoreries dans le ressort de l'EPCI à fiscalité propre	Suppression/création « théorique » de trésoreries
Toulouse Métropole	Toulouse Saint-Alban Bagnac Cagnaux L'Union Balma	- 5
Sicoval	Bazège-Montgiscard Castanet	- 1 (c'est fait!!!)
Muretain	Muret Saint Lys	- 1
Bassin Auterivain	Auterive	0
Cagire Givonne Salat	Salies du Salat	0
Cœur de Garonne	Cazeres Rieumes	- 1
Cœur et Coteaux Comminges	Montrejeu Boulogne Saint-Gaudens	- 2
Coteaux Bellevue	Pas de trésorerie	+ 1
Coteaux du Grou	Montastruc la Costeillère	0
Frontonnais	Fronton	0
Hauts Tolosans	Grenade	0
Lauragais Revel Sorezois	Revel	0
Pyrénées Haut-Garonnaises	Bagnères de Luchon Saint Bât	- 1
De la Save au Touch	Pas de trésorerie	+ 1
Terres du Lauragais	Caraman Neilloux Villefranche de Lauragais	- 2 (- 1 déjà)
Val d'Aigo	Pas de trésorerie	+ 1
Volvestre	Carbonne	0
<b>Total</b>		<b>- 10</b>

## Autres structures de la Gestion Publique : La destruction se prépare sérieusement.

S'agissant d'abord des **Agences Comptables**, un autre des points de CAP 2022, le DRFiP nous dit que le Département n'y est pas favorable mais que la Métropole pourrait le demander. Là aussi compte-tenu de la proximité du Maire de Toulouse avec le gouvernement et de plusieurs démarches (signature du pacte financier avec l'État, expérimentation de la certification des comptes) la Métropole pourrait vite être partante. **En clair cela signifie que la Recette Toulouse Municipale est sur la sellette.**

Par ailleurs le DRFiP considère que ce serait une bonne chose que de créer des **SFACT pour les petites structures** comme les communautés de communes.

Enfin, il ne faut pas oublier que le **secteur Hospitalier est lui aussi visé**. Dans un premier temps les directions fusionnent les trésoreries hospitalières, comme c'est le cas dans le 31 avec **Marchant et le CHU**. Mais c'est bien d'Agences dont il est question dans l'esprit de l'administration.

Plusieurs **fiches d'un Groupe de Travail national « relations DGFiP/Collectivités territoriales » qui se tient le 17 septembre** vont dans le sens de ces réformes que la DG est donc en train de préparer activement. Nous les tenons à la **disposition de tous les personnels intéressés** (mail à [christian.terrance@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:christian.terrance@dgfip.finances.gouv.fr)). Nous vous livrons un extrait du volet RH de ces fiches :

*S'agissant des conditions d'emploi :*

- les agents sont gérés par les collectivités territoriales ou EPS selon les règles applicables à leur cadre d'emploi ;
- les conditions de travail sont fixées par la collectivité territoriale ou l'EPS, de même que le régime d'aménagement du temps de travail ou de congés.

### 1.3.3 Les conditions de rémunération

*Les agents en position de détachement seront rémunérés par l'administration d'accueil selon les règles propres à cette dernière.*

Pour en terminer évoquons le **CPS**, qui avec la fin de la mensualisation par l'avènement du PAS, voit ses jours clairement comptés. Le DRFiP nous a simplement dit noter pour nous fournir des informations plus précises lors d'un CTL qui se déroulera le 27 septembre prochain.



## Fiscal et Foncier : fusions à tous les étages et fermetures à prévoir.

Si le sort des missions de Gestion Publique est jeté celui des missions fiscales et foncières est largement menacé, même si les modalités sont forcément différentes. Ici nous parlons de fusions de services, de concentrations et/ou de déconcentrations mais avec la même démarche destructrice sans mesure ni états d'âme. Un bémol sur les transferts avec celui du cadastre vers l'IGN manifestement arrêté.



**Darmanin veut lâcher Paris pour la Province. Alors, bien calé dans ses pas, le DRFiP se verrait bien décentraliser lui aussi... le travail des SPF.**

A condition que cela marche au plan technique et que la trajectoire soit respectée le DRFiP pense qu'il ne serait pas stupide de penser à renforcer Saint-Gaudens mais surtout Muret dans les années à venir. Dit comme ça on pourrait penser que c'est proche de nos préoccupations du printemps quand nous avons défendu le maintien des SPF sur ces deux sites. La réalité du « Nouveau

Monde » est malheureusement bien différente. Le DRFiP fait du copié/collé de la volonté globale du gouvernement, adaptée à sa direction, avec dans le viseur, l'idée de dégager des m<sup>2</sup> sur le centre Toulousain. Si *Solidaires Finances Publiques 31* est en soi favorable à la défense du service public dans les zones rurales et périurbaines ce ne peut pas être à n'importe quel prix. Et nous n'oublions pas que le paramètre mobilité forcée est un élément majeur de la réforme RH qu'entend mettre en œuvre le gouvernement. Pour l'heure les agents de l'ensemble des SPF de Haute-Garonne aimeraient bien connaître les intentions du nouveau DRFiP sur la réorganisation de leurs services. Et ils aimeraient aussi pouvoir enfin disposer d'outils fiables et efficaces, mais c'est une autre histoire...

## CDIF et missions cadastrales : « ça ne va pas trop bien sauf à Saint-Gaudens ».

Ce sont les propos du Directeur interpellé sur l'état des CDIF qui sont en galère depuis plusieurs années notamment avec les effets du retard abyssal des SPF qui génèrent des contentieux en nombre et plombent la chaîne de travail. Première chose pour le DRFiP : on simplifie tout ce qui peut l'être par exemple une simple règle de 3 pour des locaux mixtes (professionnel et personnel). Mais quand on aborde la réforme du fonctionnement du CDIF de Toulouse il semble découvrir ce qu'un de ses directeurs a concocté sans trop lui en parler manifestement. *Solidaires Finances Publiques 31* s'est fait l'écho du rejet des personnels et lui a demandé qu'il aborde rapidement le sujet avec eux à Ranguel.

Et puis il y a le transfert des missions liées au Plan vers l'IGN dont nous avons la certitude mais aucune idée des conditions concrètes de sa mise en œuvre tant pour la mission que pour les agents.

## Vers des « mégas SIE » à un horizon proche et un Contrôle Fiscal allégé.

Il ne le dit pas trop fort mais on sent bien que le DRFiP est là aussi « dans les traces » avec l'idée de fusionner encore plus les SIE « sans pour autant faire des monstres » dit-il. Nous rappelons que les idées d'un seul SIE Départemental fleurissent et même si le département est sans doute trop important pour cela on peut penser qu'un seul SIE Toulousain pourrait être un premier objectif.

Quand au **Contrôle Fiscal**, à notre interpellation sur le « blues existentiel » des agents le DRFiP n'a franchement pas grand chose à répondre. On sent bien que ce n'est pas sa principale préoccupation malgré des résultats pointés comme catastrophiques par *Solidaires Finances Publiques* dans un rapport publié la semaine dernière (<https://solidairesfinancespubliques.org/le-syndicat/nos-publications.html>). Mais que lui importe sans doute puisque le gouvernement entend clairement tendre vers une mission de conseil plus que de contrôle pour ne pas trop ennuyer les entreprises !!!

## L'immobilier enjeu majeur : Carmes, Cité et Balma premiers visés.

L'État a lancé une opération d'économies tous azimuts dont l'immobilier est une des clés, y compris dans son articulation avec les réformes structurelles. Un grand Meccano est en réflexion et parmi les mesures les plus rapides il y a les **Pairies Régionale et Départementale**. Pour la première on savait qu'elle était destinée à rejoindre la Place Occitane au printemps prochain si possible. Le DRFiP veut y faire aller également la Pairie Départementale au plus vite et selon lui M. Meric n'y serait pas opposé. Pour la **Cité Administrative** on connaît la volonté, avec les fusions des SIP et SIE, de tout déplacer au bâtiment D. Mais la réflexion de la Préfecture porte sur plusieurs scénarios pour l'ensemble de la Cité dont un abandon pur et simple du site. Normalement nous devrions en savoir plus d'ici à la fin de l'année.

Sinon **Balma** coûte très cher tout le monde sait ça et on sent bien dans l'esprit du DRFiP que tout ce qui pourrait conduire à quitter ces locaux pourrait être envisagé. Et en creux il glisse que le CPS aux **Carmes** n'ayant qu'une durée de vie limitée couplé à la possibilité pour les autres services d'exercer n'importe où ailleurs, ce site qui a une forte valeur immobilière serait du pain béni.

Enfin, avec les fusions avérée des SPF et autres transferts de mission de gestion publique plus des suppressions en RH des m<sup>2</sup> pourraient se libérer **Rue des Lois et Occitane**.

*Solidaires Finances Publiques 31* a d'une part rappelé la revendication qu'il porte avec la cgt de créer un Centre des Finances Publiques dans le Nord Toulousain, partie de la métropole la plus abandonnée alors qu'elle se développe à une allure folle. Au-delà nous ne laisserons pas faire n'importe quoi et serons présents auprès des agents pour que leurs conditions de travail soient respectées et améliorées.

## Échanger, débattre et partager revendications et actions

Ce deuxième échange avec le nouveau DRFiP montre qu'il est bien « dans la ligne » pour porter des coups fatals à notre administration.

*Solidaires Finances Publiques 31* poursuivra de son côté son opposition tous azimuts et ses propositions pour défendre les missions et les agents.

Nous en appellerons à une union syndicale qui, malgré le contexte électoral, est seule à même de construire un front efficace du refus.

**L'IMMOBILIER  
DANS TOUS  
SES ÉTATS**

HOAJANÉ HOAJA KOHOMAN, KAK, DÉLIQÈ, ALHÈK, ÉWÈN

